



Taxe Corona, rébellion ou krach?

Coronavirus : "Graves tempêtes économiques". Scénarios possibles

Par [Marc Vandepitte](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 15 mai 2020

Il est clair que nous nous dirigeons vers une grave tempête économique. Plusieurs scénarios sont possibles, l'un plus optimiste que l'autre, mais il est tout aussi possible que l'ensemble du système fasse faillite. Dans tous les cas de figure, des choix difficiles s'imposeront.

Selon l'économiste en chef du [Financial Times](#) «c'est de loin la plus grande crise que le monde ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale et la plus grande catastrophe économique depuis la dépression des années 1930 ». L'effondrement des prix du marché du pétrole [indique](#) que l'économie mondiale s'effondre et qu'une reprise n'est pas encore prévue pour demain.[1] La demande de pétrole est un bon indicateur de l'activité économique. À l'échelle mondiale, cette demande a diminué de non moins [d'un tiers](#).

Le [FMI](#) vient de publier un rapport sur cette tempête économique. Le scénario le plus optimiste prévoit un recul de l'économie mondiale pour cette année de 6,3 % par rapport aux prévisions d'avant l'éclatement de la crise du coronavirus. La croissance devrait reprendre quelque peu l'année prochaine. Dans ce scénario, environ 3 400 milliards de dollars seront perdus en raison de cette crise.[2] C'est autant que le PIB de tous les pays d'Amérique du Sud réunis et une fois et demi celui de l'Afrique. Cela semble beaucoup, et c'est le cas, mais ce montant ne représente qu'un [septième](#) ou moins de celui que l'on estime être stationné dans les paradis fiscaux.

Dans le cas où les confinements dans certaines parties du monde se prolongent après le mois de juin, et si de nouveaux confinements se produisent en 2021, le [FMI](#) estime la perte à près de trois fois le scénario optimiste : 10% du PIB ou 9 000 milliards de dollars. Dans ce scénario moins favorable - mais plus réaliste -, les dépenses publiques dans les pays riches augmenteront de 10 points de pourcentage du PIB et la dette augmentera de 20 points de pourcentage.[3]

Et tout cela dans l'hypothèse que le système entier survivra. Dans un [autre rapport](#), le FMI met en garde: «*Cette crise représente une menace très grave pour la stabilité du système financier mondial. Après le déclenchement de l'épidémie du COVID-19, les conditions financières se sont resserrées à une vitesse sans précédent, exposant certaines «fissures» sur les marchés financiers mondiaux.* »

La dette totale mondiale a atteint aujourd'hui un record de [253 000 milliards de dollars](#). Cela représente 322% du PIB mondial. C'est une bombe à retardement. Mais plus inquiétant encore, sont aujourd'hui les segments de marché du crédit risqués. Il s'agit d'obligations de pacotille,[4] de prêts à effet de levier[5] et de crédits privés personnalisés. Après la crise de 2008, les banques centrales ont injecté beaucoup d'argent sur les marchés financiers (ce

que l'on appelle le « Quantitative Easing » ou QE). Avec les taux d'intérêt ultra-bas, cela a conduit à une énorme bulle financière et à de nombreuses [entreprises et banques zombies](#)^[6] aujourd'hui.

Selon le [FMI](#), la valeur de ces crédits toxiques a atteint le record fabuleux de 9 000 milliards de dollars. Si à cela s'ajoute la perte des autres milliers de milliards de dollars résultant du Covid-19, la crise de 2008, comparée à celle-ci, sera considérée comme une bagatelle. Ce n'est pas sans raison que selon le FMI : « *Cette crise ne ressemble à aucune autre* ».

Il y a donc trois scénarios: un optimiste (qui équivaut en fait à une dépression majeure), un moins optimiste et un véritable krach. Dans chacun de ces scénarios, une énorme somme d'argent sera nécessaire pour endiguer et surmonter la crise.

La question clé est de savoir d'où devrait provenir cet argent. En d'autres termes : qui va payer cette facture? Il n'y a guère de choix. Soit la population active en paiera le prix, ce qui conduira à un appauvrissement énorme, avec toutes les conséquences politiques possibles, et plongera l'économie encore plus profondément dans la crise en raison de la nouvelle baisse du pouvoir d'achat. Soit on s'adressera aux grandes fortunes.

La réflexion de [Peter Mijlemans](#) du quotidien *Het Nieuwsblad* va également dans ce sens: «*La solidarité dont nous faisons preuve maintenant devrait - à nouveau - devenir la nouvelle norme. De la part des entreprises qui fonctionnent désormais en masse sur le chômage technique et ont été gâtées par le gouvernement précédent. De la part des banques que nous avons secourues ensemble il y a dix ans. De la part aussi de nos concitoyens très riches. Pour s'en rendre compte, il n'est pas nécessaire d'être membre du PTB. Même un libéral modéré et de bon sens s'en rend compte aujourd'hui. C'est la seule façon de s'assurer que cela ne devienne pas un désastre financier majeur pour tous ceux qui font maintenant ce qu'ils doivent faire.* »

Apparemment, tous ne sont pas encore parvenus à cette conclusion. Des gens comme [Jan Jambon](#), populiste de droite et ministre-président de Flandre, ne jurent que par les recettes obsolètes pré-corona: « *en fin de compte, c'est toujours le contribuable qui paie la facture en pareil cas* ». Jambon et co sont désespérément en retard sur les faits.

[Rana Foroohar](#), rédactrice en chef du *Financial Times*, met le doigt sur la plaie : « *Si nous voulons que le capitalisme et la démocratie libérale survivent au Covid-19, nous ne pouvons pas nous permettre de réitérer l'approche erronée consistant à 'socialiser les pertes, et privatiser les gains' comme il y a une décennie.* »

En d'autres termes, le COVID-19 a profondément bouleversé les rapports de force. L'élite financière et économique est sur la défensive. Un modèle économique où les profits priment sur le bien-être et la santé des gens n'est plus tenable. L'heure est venue de changer fondamentalement la société en faveur de ceux qui la maintiennent à flot pendant la crise du coronavirus.

L'introduction d'une taxe corona sera essentielle, mais ce ne sera qu'un début. Il nous faudra bien davantage. En tout cas, nous vivons une époque passionnante. Préparez-vous.

Source en néerlandais : [De Wereld Morgen](#)

Traduit du néerlandais par l'auteur pour [Investig'Action](#)

Source en anglais :



[Coronavirus: "Severe Economic Storms". Possible Scenarios](#), le 23 avril 2020

Notes

[1] Les marchés boursiers ne sont pas un bon indicateur pour le moment car ils sont artificiellement dopés par la gigantesque somme d'argent que les banques centrales injectent sur les marchés de capitaux. C'est l'une des raisons pour lesquelles les taux d'intérêt du marché obligataire sont très bas, ce qui conduit les spéculateurs à se tourner vers le marché boursier.

[2] Au mieux, la croissance devrait être de 2,4% supérieure à celle attendue pour l'année prochaine. Avec 2020, cela se traduit par une perte de 3,9%. Sur un total de 87 000 milliards de dollars, cela équivaut à 3 400 milliards de dollars.

[3] Par exemple, au lieu d'un déficit public de 3% du PIB, cela s'élèvera à 13%. Au lieu d'une dette de 100% du PIB, cela deviendra une dette de 120% du PNB.

[4] Afin d'obtenir de l'argent (pour investir), une entreprise peut émettre des actions, emprunter de l'argent à la banque ou faire appel directement aux épargnants en émettant une obligation (certificat de dette). Les acheteurs de cette obligation prêtent en fait de l'argent à cette société et reçoivent en retour des intérêts. Une obligation de pacotille est une obligation risquée. L'intérêt est élevé, tout comme le risque que le prêt ne puisse être remboursé.

[5] Les prêts à effet de levier sont des prêts aux entreprises ou aux particuliers qui ont déjà eux-mêmes beaucoup de dettes. En quelque sorte, ils contractent de nouveaux prêts pour rembourser les anciens. Les nouveaux sont un levier pour les anciens et augmentent donc de plus en plus le poids de la dette.

[6] Les entreprises zombies sont des sociétés sans réserve. Au moindre problème, ils ont des ennuis et la faillite menace.

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)
Copyright © [Marc Vandepitte](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Marc Vandepitte](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca